



DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
CANTON DE LILLEBONNE

MAIRIE DE SAINT JEAN DE FOLLEVILLE

Le 6 juin 2014

Monsieur LAINE

Président de la commission d'Enquête

Objet : Observations PPRT

Nos réf : AT/PP 46-14

PJ An. : 1 délibération

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique,

Par délibération du 12 décembre 2013, la commune de Saint Jean de Folleville s'était prononcée sur le projet de plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de Port-Jérôme soumis à avis des personnes et organismes associés (POA).

Des modifications unilatérales de la part des services de l'Etat ont été introduites entre la phase de consultation des POA et le stade de l'enquête publique.

Cette situation entraîne des tensions et des blocages actuels, qui risquent de fragiliser cinq années de travail entrepris selon une logique constructive et consensuelle. Le projet de PPRT est d'une importance majeure tant ses effets sont déterminants pour l'activité économique, industrielle et portuaire locale. Il est donc nécessaire que le PPRT soit utile localement et adapté au territoire. Pour maintenir l'attractivité de la zone pour les entreprises, existantes et futures, il convient de ne pas imposer des contraintes disproportionnées.

De plus la future zone de développement économique PJ3 se verrait impactée de manière défavorable ce qui amputerait son avenir reconnu d'intérêt national par la DTA. Le PPRT de Port-Jérôme devant être l'un des premiers de cette ampleur à être adopté en France, il devrait servir d'exemple ; il importe donc de trouver le juste équilibre entre intérêts économiques et impératifs de sécurité.

En cohérence avec les positions exprimées par la Communauté de Communes Caux Vallée de Seine et les autres communes de la zone industrielle, je vous adresse donc, en pièce jointe, les observations présentées par la commune de Saint Jean de Folleville dans le cadre de cette enquête publique préalable à l'approbation du PPRT.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président de la commission d'enquête publique, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Patrick PESQUET



Correspondance : Monsieur le Maire

Mairie de Saint Jean de Folleville - 8, rue de l'Eglise 76170 Saint Jean de Folleville

Téléphone : 02 35 39 82 76 - Télécopie : 02 35 39 97 19 - courriel : mairiesaintjeandefolleville@wanadoo.fr

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE SAINT JEAN DE FOLLEVILLE - 76170
N° 34/14**

Date de convocation : 19 mai 2014

Nombre de conseillers :

En exercice : 15

Présents : 15

Votants : 15

L'an deux mil quatorze, le mardi 27 mai à 20 heures 30
le Conseil Municipal de SAINT JEAN DE FOLLEVILLE
légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance
publique sous la présidence de Monsieur Patrick PESQUET.

Présents : Patrick PESQUET, Serge COUSTHAM, Marie-Paule MAUPU, Gilbert GUILLEMIN, Sylvain DELTOUR, Jacques TOCQUEVILLE, Françoise DELAHAYE, Alain MARECAL, Laurent BARBET, Thierry TROUVAY, Katia CHOUQUET, Donatien GUIHARD, Catherine SAINSAULIEU, Loëtitia COURSEAUX, Claire RUIZ.

Monsieur Donatien GUIHARD a été élu secrétaire.

OBJET : Enquête publique PPRT – remarques et observations détaillées

Monsieur Le Maire expose :

Par délibération du 12 décembre 2013, le conseil municipal de Saint Jean de Folleville a émis un avis sur le projet de Plan de prévention des Risques technologiques (PPRT) de Port Jérôme.

Or le dossier de l'enquête publique a été modifié par rapport au dossier soumis à la consultation des personnes et organismes associés (PAO) d'octobre à décembre 2013. Si certaines de ces modifications répondent aux remarques présentées, et sont donc pleinement légitimes et appréciées, d'autres relèvent de modifications unilatérales des services de l'Etat.

La démarche apparaît cavalière puisque ces modifications sont substantielles et n'ont pas fait l'objet de concertation voire s'éloignent parfois des débats qu'avait mené le groupe de travail sur le règlement.

Il est ainsi particulièrement maladroît de lire page 25 du bilan de la concertation : « ces *modifications* n'ont pas fait l'objet de remarques des POA » dès lors que celles-ci n'ont été portées à leur connaissance au moment de leur consultation.

La méthode n'est pas conforme aux habitudes de Port-Jérôme qui depuis plus de 30 ans a établi des relations privilégiées entre les acteurs locaux – collectivités, industriels, services de l'Etat. Des exemples antérieurs prouvent que des solutions ont toujours été trouvées grâce à la concertation.

Zone grisée

Force est de constater qu'un important différend existe entre les services de l'Etat et les industriels au sujet de la définition des zones grisées, et ce malgré une très longue phase de concertation et les marges de manœuvre importantes que laisse la loi à ce sujet.

Le PPRT est une spécificité française, il convient donc d'être vigilant à un juste équilibre des contraintes, afin de ne pas mettre en péril l'outil industriel français.

De la même manière, le traitement des PPRT doit être équitable entre tous les différents sites industriels en France. La création d'une concurrence entre régions en fonction des contraintes réglementaires spécifiques à chaque site serait particulièrement malvenue et une fuite des projets industriels serait à craindre avec les conséquences que cela entraîne pour la vie des territoires.

Port-Jérôme se doit de conserver son activité industrielle tout en permettant l'installation de nouvelles entreprises de toutes tailles. Il en va de son développement économique et portuaire.

La définition des zones grisées doit se faire en cohérence avec l'ensemble industriel et les projets de développement à venir. Les collectivités estiment qu'au sein du site industriel, afin de conserver une cohérence, les zones peuvent être grisées dans la limite des propriétés foncières mais au-delà des activités industrielles, tout en respectant les projets tels que Port-Jérôme III. A ce titre, il convient de s'assurer que son accès et sa desserte ne seront pas remis en cause par une possible zone grisée. Les scénarios examinés et présentés régulièrement à la DREAL, partent systématiquement du rond-point situé près de la porte St Georges pour éviter la zone urbaine de Notre Dame de Gravenchon et la voirie sous-dimensionnée de Petiville. Ces projets empruntent des terrains appartenant à ExxonMobil avec qui des pourparlers sont en cours depuis le commencement du projet de ZAC.

Griser ces parcelles empêcherait les aménagements de voirie prévus décalant d'autant le projet sur la partie Est et diminuant les zones aménageables.

Devenir de la voirie RD 110

A ce jour, le devenir de la voirie RD 110 n'est pas défini. La Communauté de communes Caux Vallée de Seine n'a jamais été saisie officiellement d'une quelconque demande ni associée aux réunions bilatérales entre le gestionnaire actuel et les services de l'Etat. Il est dommage à ce stade du projet et au regard des échéances prévues qu'aucune concertation n'ait eu lieu sur ce sujet spécifique.

La CVS ne pourra pas accepter un transfert de voirie sans concertation préalable. Un transfert devra s'accompagner d'un échange en surface avec une voirie communale d'intérêt départemental.

Une coordination est nécessaire pour que les aménagements de mode doux se fassent avant la fermeture du RD 110.

Habitations

Les observations des collectivités faites lors de la consultation des POA sont réitérées.

Autres remarques

Parmi les modifications unilatérales réalisées par les services de l'Etat, il est noté le déploiement des mesures organisationnelles sur les zones bleues et non seulement sur les zones rouges. Ces mesures impactent un nombre important d'entreprises dont les petits sous-traitants.

La rédaction du règlement est parfois peu claire ; certaines phrases auraient mérité d'être rédigées de manière plus simple. Les modifications apportées unilatéralement par les services de l'Etat alourdissent certaines formulations.

La taille des documents mis à l'enquête publique n'encourage pas à la diffusion au plus grand nombre en raison de leur inaccessibilité. Le dossier total mesure 366 Mo ; avec des documents allant jusqu'à 49 Mo.

L'avis de certaines communes a été rejeté car elles ont délibéré quelques jours après les 2 mois de consultation. Cette démarche est regrettée, le dossier de consultation ayant été reçu pas tous plusieurs jours après le début de la consultation. Par ailleurs, aucune information préalable n'a été réalisée afin d'indiquer que le document était disponible sur internet.

Après avoir ouï cet exposé,

Le conseil municipal de Saint Jean de Folleville :

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.515 à L.515-25

Vu l'article 5 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 dite « loi Bachelot »

Vu le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005, relatif aux plans de prévention des risques technologiques,

Vu la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005, relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques,

Vu la circulaire du 25 juin 2013, relative au traitement des plates-formes économiques dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT),

Vu la délibération du conseil municipal de Saint Jean de Folleville du 12 décembre 2013

après en avoir délibéré :

- valide les positions communes exprimées par la Communauté de Communes Caux Vallée de Seine et les autres communes de la zone industrielle telles qu'exposées ci-dessus
- Demande à Monsieur Le Président de la commission d'enquête publique d'en tenir compte dans le mémoire adressé à Monsieur Le Préfet.

Adopté à l'unanimité

Fait à Saint Jean de Folleville,
Le 27 mai 2014

 Le Maire
Patrick PESQUET

Pour extrait certifié conforme au registre
Délibération transmise au contrôle de légalité